Suite de l'Apperçu du Discours de M. Benton.

M. B. a demandé comment l'Ouest avait été choisi par ces deux sénateurs comme le théâtre pour exercer les terreurs et les séductions de la créance de la Banque? Aucune autre partie du pays ne doit-elle à la Banque? Qui! certainement, 15 millions dans le Sud et 25 millions au Nord du Potomac. Pourquoi donc le Nord et le Sud ne sont-ils pas inclus dans le destin supposé de l'Ouest? Simplement parce que l'élection présidentielle ne peut être affectée par la créance de la Banque dans ces quartiers. Le Sud est irrévocablement fixé, et là, le peu ou la séduction du paiement ou non-paiement de leur dette à la Banque ne peut rien opérer. Le Nord doit peu comparativement à ses moyens de paiement, et l'élection présidentielle doit avoir d'autres points dans cet endroit. La créance de la Banque était l'argument pour l'Ouest; et la Banque et ses orateurs ont travaillé à qui mieux mieux pour produire et employer cet argument. M. Benton a affirmé que la dette avait été créée pour ce but même, auquel elle était à présent appliquée; but politique et d'élection, et il l'a prouvé par des documents authentiques. 1° Il a pris la créance totale de la Banque telle qu'elle était quand le président Jackson mit d'abord la Charte de la Banque devant le congrès, en 1829, et montra qu'elle était alors de \$40,216,000—ensuite il a pris la créance totale telle qu'elle est à présent, qui est de \$70,428,000, et présentait ainsi une augmentation de \$30,000,000 dans le court espace de deux ans et quatre mois. Cette grande augmentation a eu lieu d'un point que le président a monté son opinion contre la Banque, au moment où, en institution prudente et soumise aux lois, elle aurait dû réduire et diminuer ses affaires, ou à tout événement demeurer stationnaire. Il a fait voir le progrès annuel de son augmentation pour démontrer que cette augmentation a été toujours croissante à mesure que la fin de la Charte s'approchait et que la question de son renouvellement tournait d'avantage. Il a fait voir que l'augmentation, la première année après le message de 1829, fut de \$4,250,000—la seconde année, qui est l'année dernière, d'environ \$19,000,000, c'est-à-dire de \$44,032,000 à \$63,032,452, et l'augmentation dans les premiers quatre mois de la présente année a été d'environ \$5,000,000, ce qui fait environ \$1,250,000 par mois depuis que la Banque a fait une demande en renouvellement de sa Charte. Après avoir démontré cette énorme augmentation dans la somme totale de la dette, M. Benton est venu à faire voir en quel but elle a eu lieu, et il a prouvé que c'était principalement dans l'Ouest, et non seulement dans l'Ouest, mais principalement dans les parties de l'Ouest où l'élection présidentielle était considérée comme la plus douteuse et la plus critique.

Il a commencé par l'Etat de la Louisiane et montra que l'augmentation depuis le message de 1829, a été de \$5,061,161; dans le Kentucky, de \$3,009,838; dans l'Ohio, de \$2,079,207; en tout, une augmentation de \$10,000,000 dans trois Etats douteux, et de même dans les autres. Ayant montré cette énorme augmentation de dette dans l'Ouest M. Benton a prouvé, d'après le tems et les circonstances et les événements subséquents, qu'elle avait été créée dans un but politique et avait déjà été employée par la Banque dans cette vue; il eut alors recours aux vingt-cinq circulaires ou ordres d'exécution, comme ils les a appelés, lancés contre le Sud et l'Ouest en janvier et février dernier, ordonnant la diminution de toutes les dettes et le supplément de renfort au Nord-Est. Il a fait voir que les raisons données par la Banque pour les ordres de diminution étaient faux; qu'elle n'était point privée des dépôts publics comme elle l'alléguait, car elle avait alors \$12,000,000 et qu'elle maintenant \$12,000,000 de passifs dépôts; qu'elle ne manquait point d'argent comme elle l'assurait, car elle augmentait alors ses prêts dans d'autres quartiers, à raison d'environ \$1,250,000 par mois, et les a à présent augmentés de \$10,500,000 depuis la date du premier ordre de diminution en octobre 1831, à la fin de mai 1832! Les raisons qu'elle donnait alors pour ces diminutions aux branches de l'Ouest étaient fausses, honteusement fausses, et ont été prouvées être fausses par leurs propres rapports. Les vrais motifs étaient politiques, un avant-goût, un prélude de ce dont on menace à présent; c'était une manœuvre pour tourmenter les débiteurs, un tour de vis sur les emprunteurs—pour leur faire à tous jeter des hauts cris et se joindre en clamours et en pétitions pour le renouvellement de la Charte. Voilà le motif—voilà le but—jeu bien fou et bien cruel pour les propriétés et les sentiments des malheureux débiteurs. Le débordement du fleuve à Louisville et à Cincinnati donna à la Banque une occasion de montrer sa gracieuse condescendance dans la relaxation temporaire et légère de ses ordres sur ces deux plans, mais là et partout ailleurs dans l'Ouest la vis fut assez serrée pour que les cris des victimes arrivassent à leurs représentants au congrès. A la Mobile seulement un demi-million fut diminué sur un million et demi; dans chaque autre branche des diminutions avaient lieu, et tout cela dans un but politique et pour être suivi par la fabrique électorale comme l'effet du message de veto. Oui! le message de veto et le Président doivent être considérés comme la cause de ces diminutions qui ont eu lieu depuis six mois!

L'établissement de diverses branches et la promesse de plusieurs autres coïncide avec la création de cette nouvelle dette. Au lieu de demeurer stationnaire et d'attendre l'action du congrès, la Banque s'est montrée déterminée à reprendre et à étendre ses affaires non seulement en dette mais en nouvelles branches. Nashville, Natchez, St. Louis furent favorisés de Branches-Banques à la onzième heure. La même faveur fut faite à N.-York, et par une d'elle—la branche établie à Utica—le sénat peut juger de la nécessité pour le gouvernement fédéral de l'établir. Et quelle nécessité dans l'opinion de la cour suprême est suffisante pour renverser les lois et la constitution d'un Etat? Le sénat peut juger de cette nécessité par le fait que \$25 est le plus grand dépôt fait à la crédit du Trésorier des Etats-Unis et qu'au dernier rapport le dépôt fédéral était exactement \$250! Cette extension de branches et augmentation de dette à l'approche de l'expiration de la Charte est la preuve de la détermination de la Banque d'être ré-incorporée à tout hasard. C'était fait pour créer un intérêt à l'effet de l'emporter en dépit de la volonté du peuple. Les nombreuses promesses pour de nouvelles branches étaient une autre ruse de la même espèce; trente nouvelles branches devaient, disait-on, être établies et environ 300 villages avaient été induits à croire chacun qu'il serait le lieu favori; mais toujours bien entendu sous la condition que Jackson ne serait pas élu et qu'ils élargiraient un représentant qui voterait pour le renouvellement de la Charte.

M. Benton ayant montré tout cela, cette dette de l'Ouest avait été accrue, a examiné ensuite la nécessité de son prompt et rigoureux recouvrement si la Charte n'était pas renouvelée, et l'existence de cette nécessité en loi. Il a affirmé que la Banque pourrait prendre autant de tems qu'il lui plairait pour recouvrer ses créances et qu'elle pourrait être tout aussi bienveillante avec ses débiteurs qu'elle le voudrait. Tout ce qu'elle avait à faire était de changer quel'un de ses directeurs ou administrateurs (trustees) comme a fait l'ancienne Banque des Etats-Unis, dont les affaires furent conduites si tranquillement que le pays ne connut pas quand elle finit. M. Benton en a appelé à ce qui doit être considéré comme autorisé par la Banque sur ce point. C'était l'opinion du sénateur de Kentucky (M. Clay), non dans son discours contre le renouvellement de la Charte de la Banque en 1811, mais dans son rapport de cette année contre le tems à donner pour régler ses affaires. La Banque alors demandait du tems pour régler ses affaires. Un cri s'éleva que le pays serait ruiné si on n'accordait pas du tems; mais le sénateur de Kentucky répondit à ce cri en renvoyant la Banque au droit de la loi commune de constituer des administrateurs (trustees) pour liquider ses affaires. Le congrès agit d'après cette suggestion en refusant le tems; la Banque suivit cette suggestion en nommant des administrateurs, ses débiteurs cessèrent leurs cris et le public n'a plus depuis entendu parler de ce sujet. Le prétexte du non-renouvellement de la Charte n'est pas nécessaire pour stimuler à la Banque à presser les débiteurs de l'Ouest. Voyez à Cincinnati! quelle autre cause que la détermination de faire sentir et craindre son pouvoir, a occasionné la presse de cette place? Et cette disposition manquera-t-elle jamais à une institution telle que la Banque des Etats-Unis?

Le sénateur du Kentucky a changé d'opinion à l'égard de la constitutionnalité de la Banque. Mais en a-t-il changé à l'égard de la légalité de l'administration (trust)? S'il n'a pas changé, il doit abandonner ses alarmes sur la ruine de l'Ouest. S'il a changé, la loi n'a pas changé. La Banque peut agir en vertu de ses dispositions, et si elle ne le fait pas, c'est qu'elle ne le veut pas, et parce qu'elle préfère punir l'Ouest pour avoir refusé de soutenir son candidat pour la présidence. Que deviennent alors tous ces cris à l'égard de fortunes ruinées, de la baisse des prix et de la perte des récoltes? Tout cela n'est qu'imagination ou cruauté tyrannique! La créance de la Banque dans l'Ouest est de \$30,000,000; elle a six ans pour se les faire rembourser. Et à tout événement celui qui ne peut pas payer dans six ans, peut difficilement payer du tout. Dix millions sont en lettres de change, et si se sont de véritables lettres de change, elles seront payées à l'échéance, dans quatre-vingt-dix ou cent-vingt jours. Si ce ne sont pas de véritables lettres de change, mais des prêts déguisés donnant un intérêt comme dette et une prime comme lettre de change, elles sont usuraires et nulles, et doivent être annulées dans toute justice.

Mais le grand point qui doit fixer l'attention de l'Ouest, est le fait que chaque six ans le capital de sa dette est payé en intérêts annuels, et qu'après avoir plusieurs fois payé le capital en intérêts, le capital doit enfin être payé. Plus tôt donc le capital est payé et l'intérêt cesse, et mieux est pour le pays.

M. Clay et M. Webster se sont longuement occupés de la privation du capital de la Banque dans l'Ouest. M. Benton a prouvé par les arguments de la banque qu'elle n'y a envoyé que \$933,000 de capital; que ses opérations étaient l'autre moyen, canal ruineux de capital et ce, en bon argent tiré de l'Ouest. Il a présenté les tables qui montrent le montant annuel de ces canaux, et démontré leur nature ruineuse sur le Sud et l'Ouest. Il a montré la tendance des papiers des branches banques vers le Nord-Est; la nécessité de les racheter annuellement avec l'or, de l'argent et des lettres de change, et le résultat inévitable que l'Ouest demeurerait à tout événement sans argent nominatif et sans papier des branches de la banque.

M. Clay a attribué tous les désastres de la dernière guerre, et spécialement la reddition du Détroit et la déroute de Bladensburg, au manque de cette banque. M. Benton a demandé si les crédits ou les avances d'une banque auraient inspiré du courage au malheureux vieillard qui a été la cause de la reddition du Détroit? ou auraient-ils fait combattre ceux que ne put inspirer la vue de leur capitale, la présence du leur président, et le voisinage de leurs familles et de leurs foyers? Andrew Jackson a vaincu à la Nouvelle-Orléans, sans argent, sans armes, sans crédit—même sans une banque—il reçut même ses pierres à fusil de pirates; il rejetait l'idée que des braves pussent être produits par la Banque. Si elle avait existé elle aurait été un embarras pour le gouvernement. C'est dans ce moment un embarras pour le paiement de six millions de la dette publique a été renvoyé de juillet en octobre, sous prétexte que les négociants ne pourraient pas payer leurs obligations, lorsque ces obligations sont payées, et douze millions de piastres. (le double du montant demandé) dort dans les voutes de la Banque pour leur servir à renverser le message de veto et tous ceux qui partagent la même opinion. La Banque est non-seulement un embarras pour le gouvernement à présent, mais elle a commencé à l'être trois ans après sa création. Elle aurait alors arrêté ses paiements, comme le sait toute l'Amérique, en avril 1819, si elle ne s'était servi de huit millions de dépôts publics, et sans l'arrivée à propos, de voitures chargées d'espèces de Kentucky et de l'Ohio.

M. Benton a défendu les anciennes banques du Kentucky, de l'Ohio et du Tennessee des imputations qui avaient été lancées contre elles. Elles ont aidé le gouvernement lorsque les banquiers du nord, qui, maintenant, se rient d'elles, refusèrent l'avance d'une piastre. Elles ont avancé l'argent qui a permis aux guerriers de l'Ouest d'arriver au combat. Elles se sont sacrifiées pour aider leur gouvernement. Après la guerre elles ont repris les paiements en argent qui avaient été suspendus, par le consentement de la législature, pour leur permettre d'employer tous leurs moyens à l'aide de l'effort national. Cette reprise fut rendue praticable par les dépôts du trésor dans les institutions d'Etat. Ils leur ont été enlevés pour donner des capitaux aux branches du grand monopole, quand elles furent étendues dans l'Ouest. Ces branches arrêtèrent la circulation des banques locales qui avaient volontairement soutenu pour le bien du gouvernement pendant la guerre. Elles avaient sacrifié leurs intérêts et leur crédit pour soutenir le crédit du trésor national—et le trésor les abandonna comme un sacrifice à la banque nationale. Elles arrêtèrent leurs paiements sous l'oppression et l'extorsion des nouveaux établissements introduits contre le gré du peuple et des législatures des Etats de l'Ouest. Le papier des banques de l'Ouest fut déprécié; les capitaux des Etats et des actionnaires particuliers furent sacrifiés—ce pays fut rempli de faux papiers, par l'effet d'une institution qui, à ce qu'on prétendait, était établi pour éviter cette calamité. La Banque des Etats-Unis fut ainsi établie sur les ruines de ces banques et des étrangers, de non-résidents furent couverts de leurs dépouilles. Elles furent dépouillées de leurs espèces pour engraisser la banque impériale. Elles furent victimes de leur patriotisme et de l'établissement de la Banque des Etats-Unis; et il était injuste et cruel de leur reprocher une destinée que leur patriotisme et l'établissement de la banque fédérale leur a imposé.

M. Clay et M. Webster avaient blâmé le Président pour son allusion à la manière dont la Charte de la Banque avait été proposée dans le congrès pendant une investigation non terminée, accordée à contre-cour. M. Benton a demandé si cela n'était pas vrai? Il a demandé s'il n'était pas mal de pousser la Charte de cette manière, et si le Président n'a pas bien fait de l'arrêter, de déjouer ce procédé précipité et de donner au peuple le tems de réfléchir et de rendre capable d'agir? Il a seulement porté ce sujet à la connaissance du congrès et du peuple, mais il n'a pas recommandé une législation immédiate, avant que le sujet ait été débattu devant la nation—c'est une fautive interprétation de son message de le citer en faveur d'une décision immédiate sans investigation préalable. Il ne voulait pas éviter la question: le message du veto le prouve. Il voulait du tems pour le peuple, non pour lui, et en cela il était d'accord avec l'opinion dernièrement émise par le sénateur du Kentucky lui-même, à Cincinnati. Il était d'accord avec l'exemple du parlement anglais, qui n'a pas encore décidé la question de renouveler la Charte de la Banque d'Angleterre et vient de former un comité extraordinaire de 31 membres pour examiner la Banque dans tous ses départements. Et ce qui est plus essentiel, il était d'accord avec l'esprit de notre constitution et les droits du peuple, en empêchant une minorité expirant du congrès d'usurper les pouvoirs et les droits de leurs successeurs. Le président n'avait pas évadé la question: il l'a abordée en plein. Il pouvait n'en rien dire dans ses messages de 1829, 30, 31; il pouvait garder le silence et avoir le soutien des deux partis. Mais la sûreté et l'intérêt du pays requièrent que le peuple fut avisé de s'occuper de ce sujet. Il l'a avisé et maintenant qu'il est averti, il lui a donné du tems pour examiner. Est-ce une évasion?

MM. Clay et Webster avaient attaqué le Président pour avoir objecté aux étrangers actionnaires dans la Banque des Etats-Unis. M. Benton a soutenu la solidité de l'objection et a exposé la futilité de l'argument posé par les deux sénateurs. Ils avaient demandé si les étrangers ne possédaient pas d'actions dans les compagnies de routes et de canaux? M. Benton a répondu: oui! Mais ces compagnies de routes et de canaux ne sont pas les Banquiers des Etats-Unis! Les étrangers actionnaires dans cette Banque, sont les Banquiers des Etats-Unis. Ils tiennent son argent; ils reçoivent ses revenus; ils contrôlent presque ses finances; ils peuvent donner ou refuser aide en guerre comme en paix, et peuvent être contre leur propre gouvernement. Les Etats-Unis doivent-ils dépendre des étrangers dans un point si essentiel à leur existence? La Banque est une institution nationale. Une institution nationale doit elle être la propriété particulière d'étrangers? Elle est appelée Banque des Etats-Unis, doit elle être la Banque de la noblesse et haute bourgeoisie anglaise? Le sénateur du Kentucky a une fois objecté lui-même aux étrangers actionnaires. Il l'a fait dans son discours contre la banque en 1811, et qu'il ait abjuré les doctrines constitutionnelles de ce discours, M. Benton n'a jamais entendu dire qu'il ait abjuré les sentiments alors exprimés du danger de corruption dans nos conseils et nos élections, si les étrangers tenaient le pouvoir monétaire de notre pays. Il nous disait alors que le pouvoir de la bourse commande celui de l'épée—et remettrait-il l'un et l'autre aux mains des étrangers? Toutes les leçons de l'histoire, a dit M. Benton, nous avertissent de nous tenir libres de toute influence étrangère. La plus dangereuse influence de la part des étrangers est par le moyen de l'argent. La corruption des orateurs et des hommes d'Etat est un prompt moyen pour empoisonner les conseils et trahir les intérêts du pays. Les étrangers possèdent à présent le quart de cette Banque; ils peuvent en posséder la totalité! Quelle tentation de se mêler de nos élections! En portant un Président et une majorité au congrès qui leur conviennent ils deviennent maîtres non seulement du pouvoir monétaire mais aussi du pouvoir politique de la république. Et peut-on supposer que les actionnaires anglais sont indifférents sur l'issue de cette élection? Ceux et leurs agents peuvent voir avec indifférence la réélection d'un homme qui peut désappointer leur espoir de fortune et dont les fait à la Nouvelle-Orléans sont un memento continu de la plus signalée défaite qu'aient jamais éprouvée les armées de l'Angleterre.

Le Président, dans son message, avait qualifié le Pouvoir Exécutif de la Banque de "Monopole." A cela M. Webster avait objecté et remonté à la racine grecque du mot pour démontrer sa vraie signification et l'inexactitude de l'application du Président. M. Benton a pris la défense de l'usage du mot employé par le Président, et a dit qu'il pourrait aussi donner des autorités, mais non des autorités grecques. Il pourrait remonter non à la racine grecque, mais au sens anglais du mot et faire voir qu'un baronnet whig avait appliqué ce mot à la Banque d'Angleterre, et avec des épithètes plus injurieuses qu'aucunes de celles dont s'est servi le Président. M. Benton alors a lu et commenté plusieurs passages d'un discours de sir William Pitt en la chambre des communes d'Angleterre contre le renouvellement de la charte de la banque d'Angleterre, dans lequel le mot de monopole était plusieurs fois appliqué à cette banque, ainsi que d'autres termes, pour montrer sa charte dangereuse et odieuse. Dans un des passages le baronnet whig dit: la banque a été soutenue et est toujours soutenue par la crainte et la terreur qu'on a moyen de son monopole elle a eu le pouvoir d'inspirer. Dans un autre il dit: Je considère le pouvoir donné par le monopole comme étant de la nature de tout autre pouvoir despotique qui corrompt le despote autant qu'il corrompt l'esclave. Dans un troisième passage il dit: Quelque langage que les banquiers particuliers pensent qu'ils sont obligés de tenir, on ne peut pas croire qu'ils soient satisfaits de rester sujets à un pouvoir qui peut les détruire à tout moment. Dans un quatrième: On n'entendait personne en France se plaindre de la Bastille pendant qu'elle existait, cependant quand elle tomba ce fut au milieu des acclamations universelles de la nation.

Ceci, a continué M. Benton, est une autorité, une autorité anglaise pour appeler la banque anglaise en Angleterre, un monopole; et la banque anglaise en Amérique en est une copie. Sir William Pitt en va plus loin que le président Jackson; il dit que la Banque d'Angleterre gouverne par la crainte et la terreur; il l'appelle un despote et un despote corrompu. Il parle des esclaves corrompus par la banque; par où il entend sans doute des débiteurs nominaux qui ont reçu ostensiblement des prêts et réellement des faveurs qui ne doivent pas être remboursés si ce n'est par des services déshonorants. Il considère les éloges des banquiers du pays comme l'hommage forcé du faible et du malheureux envers le corrompu et le puissant.—Il assimile la banque d'Angleterre pour les terreurs qu'elle inspire à l'ancienne Bastille en France, et prévoit le même éclat de joie libre à la chute de la Banque que celui qui fut entendu à la chute de la Bastille. Et n'a-t-il pas raison, et chaque mot de cette invective ne peut-il pas s'appliquer à la banque anglaise en Amérique, et trouver sa juste application dans des faits bien connus et incontestables ici? Elle a été justement assimilée à la Bastille, et la terreur reçoit justement son application dans notre propre pays. Grande est la crainte et la terreur qu'inspire à présent cette banque. Des millions de langues sont silencieuses, par cette terreur; qui sont impatientes de pouvoir éclater en réjouissances et actions de grâce par la chute du monument du despotisme. La réelle Bastille fut à toute la France; la Bastille figurative est terrible à toute l'Amérique, mais surtout à l'Ouest, que les deux sénateurs du Kentucky et du Massachusetts ont assigné pour y faire régner la terreur qui s'avance et marque la victime pour une immolation anticipée. Mais, s'est écrit M. Benton, nous sommes au mois de juillet; mois favorable à la liberté et fatal aux Bastilles. C'est en juillet qu'a fini notre dépendance de la couronne de la Grande Bretagne. C'est en juillet que tomba en France la Bastille. C'est par les trois glorieuses journées de juillet que Charles X. a été chassé de France; et le message de veto, qui est une déclaration d'indépendance contre la banque anglaise a pris naissance, le 4 juillet et c'est le signal de la chute de la Bastille américaine et de la fin du despotisme. Ce tems est de bon augure. L'œuvre s'accomplira. A bas la banque anglaise—à bas la Bastille—loin d'ici le tyran. Tel sera le cri patriotique des américains, et la banque tombera.

Les deux sénateurs, a dit M. Benton, se sont occupés à critiquer la pensée du Président qu'il est obligé par son serment d'interpréter la Constitution pour lui-même. Ils pensent que le Congrès est tenu de suivre la Constitution qui peut leur être présentée par la Cour Suprême. S'il en est ainsi, pourquoi prêter un serment? Le serment est pour lier la conscience et non pour éclairer l'esprit. Chaque officier supérieur (chief justice) mais non au grand juge. Il s'oblige à observer la Constitution et non l'interprétation donnée à la constitution par le grand juge, et son message est conforme à son serment.

C'est le serment des devoirs et des droits. C'est aussi le chemin suivi par Jefferson, qui l'a tracé dans ses écrits; que chaque département juge la Constitution pour lui-même, et que le Président est aussi indépendant de la Suprême Cour que la Suprême Cour l'est du Président.

Les sénateurs du Kentucky et du Massachusetts ont non-seulement attaqué la pensée du Président de son indépendance dans l'interprétation de la constitution, mais aussi sur l'interprétation par lui donnée par rapport à cette banque. Ils nient son exactitude et argumentent pour la contredire, et ont souvent cité des autorités qui peuvent être citées par les deux côtés. Un des sénateurs, celui du Kentucky aurait pu s'épargner son objection au Président sur ce point. Il lui est arrivé de penser une fois de la même manière lui-même, et quand tous lui accordent le droit de changer pour lui-même, peu lui accorderont le privilège de blâmer les autres pour ne pas le suivre dans sa danse d'opinions changeantes.

Le Président est attaqué pour avoir montré l'écoulement que donne cette banque aux ressources de l'Ouest. Comment attaqué? est-ce avec quelque pièce qui montre qu'il est dans l'erreur? Non, non du tout; il n'existe pas de pareille pièce. Le Président a raison et le fait s'entend bien plus qu'il ne l'a établi dans son message. Il a pris les dividendes de la banque—le profit net et non le profit brut. Ce dernier est la vraie mesure du poids qui porte sur le peuple. La sortie annuelle des nets divi-

denées de l'Ouest est de \$1,600,000. C'est une énorme taxe; mais les profits bruts sont encore bien plus grands. C'est là l'écoulement d'argent qui excède actuellement trois millions de piastres par an. C'est là l'hypothèque annuelle des récoltes qui doit racheter les fictives et usuraires lettres de change qui sont à présent substituées aux prêts ordinaires et qui emporte, aux villes du Nord-Est, les produits commerciaux du Sud et de l'Ouest. L'Ouest est ravagé par la Banque. La Nouvelle-Orléans spécialement est ravagée par elle, et par son appauvrissement tout l'Ouest souffre, car elle devient par là incapable de donner un prix convenable pour les produits de l'Ouest. M. Benton a déclaré que cette Banque Anglaise, dans son opinion, a fait et peut faire plus de dommage pécuniaire à la Nouvelle-Orléans que n'aurait pu faire l'armée anglaise si elle l'avait conquise en 1815. Il prouve cette opinion en se référant à l'immense dividende de plus d'un demi-million par an tiré de la branche qui y est établie, l'immense quantité d'argent qui en sort, les produits enlevés pour faire face aux lettres de change privées, et les huit millions et demi de dettes qui y existent, desquels cinq millions ont été créés dans les deux dernières années dans des vues d'élection, et dont le recouvrement doit pendant des années paralyser l'accroissement de la ville. Le message du veto sauvera la Nlle-Orléans de plus grands malheurs. Jackson sauvera cette grande ville. Jackson serait une seconde fois son sauveur. Il la sauvera de la banque anglaise comme il l'a sauvé de l'armée anglaise; et s'il doit avoir la quelque banque fédérale, que ce soit une banque indépendante, une banque séparée et distincte qui conserverait à cette ville et à la vallée de Mississippi, dont elle est le grand et chéri entrepôt, le gouvernement de leur propre système monétaire, l'administration de leur propre commerce et de leurs finances, et les convenances de leurs propres citoyens.

M. Benton s'est adressé aux Jacksonistes qui sont pour la Banque présents et absents. Ils peuvent continuer à être pour une Banque et pour Jackson, mais il ne peut être pour cette Banque et pour Jackson. Cette Banque est à présent l'ennemi déclaré comme elle a été longtemps l'ennemi secret de Jackson; elle est à présent dans les mains de ses ennemis, disposant de son propre argent—disposant même des revenus et du crédit de l'Union—disposant de 12 millions de piastres dont moitié était destiné à payer les créanciers publics, le 1er juillet, mais que la Banque a retenue pour elle-même par une fautive représentation de prétendus secours pour les négociants. Tout ce pouvoir monétaire avec une organisation qui s'étend sur tout le continent, travaillant partout avec d'invisibles mains, manœuvre à présent contre le Président; et il est impossible d'être en faveur de ce pouvoir et en faveur du Président en même tems. Choisissez entre eux, à ceux qui pensent qu'elle est indispensable, d'autres alternatives se présentent d'elles-mêmes. Ils ne sont pas liés ni mis à celle-là; de nouvelles Banques américaines peuvent être créées. Lisez sir Henry Parnell, voyez ses raisonnements invincibles et ses faits incontestables, pour démontrer que la Banque d'Angleterre est trop puissante pour la monarchie anglaise! Etudiez son plan pour détruire cette gigantesque institution et établir à la place, trois ou quatre Banques indépendantes, qui seraient d'autant moins dangereuses pour la liberté et d'autant plus sûres et meilleures pour le peuple. Dans ces alternatives, les amis de Jackson, qui sont en faveur de Banques nationales, peuvent trouver l'accomplissement de leurs désirs, sans sacrifier leurs principes et sans commettre le suicide solennel de combattre contre lui pendant qu'il fait profession d'être pour lui.

M. Benton s'est adressé à l'Ouest—le grand, le généreux; le brave, le patriotique, le dévoué Ouest—c'est le champ choisi pour le combat. Là les forces combinées—les républicains nationaux, et la Banque nationale républicaine—travaillent ensemble et combattent ensemble. Ses saints alliés s'entendent l'un l'autre. Ils peuvent parler au nom l'un de l'autre; promettre et menacer pour compte l'un de l'autre. Pour cette campagne la Banque a créé sa créance de 30 millions dans l'Ouest, dans cette campagne les chefs associés se servent de cette dette dans leur propre dessein. Qu'il vote pour Jackson! Les procès, les jugements, et les exécutions balayeront comme un balai de destruction au travers de la vaste région de l'Ouest! Qu'il vote contre lui! et une indulgence indéfinie est fausement promise. La dette elle-même, prend-on, sera comme oubliée, ou à tout événement ne sera jamais exigée par force. Ainsi un véritable présent de corruption (open bribe) de 30 millions est virtuellement offert à l'Ouest, et de peur que les séductions du présent ne soient pas suffisantes d'un côté, les terreurs de la destruction sont agitées de l'autre. Hommes misérables et infatigables, s'est écrit M. Benton; pensez vous que l'Ouest est à acheter? Il constatait peu les généreux fils de cette magnifique région; pauvres, il est vrai, en argent, mais riches de tous les trésors du cœur, riches de toutes les qualités de l'homme libre et du républicain; riches de tous les nobles sentiments qui font regarder avec un égal mépris les séductions et les menaces—le chasseur de l'Ouest les pieds dans des motas-pins, et une vareuse autour de son corps, repousserait avec indignation le plus grand présent (bribe) que la Banque pourrait lui offrir; le misérable (a dit M. Benton avec un geste significatif) qui oserait lui faire l'offre expierait son insulte dans son sang.

M. Benton a rapidement conclu par un aperçu du dangereux pouvoir de la Banque et l'audace présente de sa conduite. Elle gouverne une dette de soixante-dix millions de piastres avec une organisation qui s'étend à chaque partie de l'Union, et elle est seule maîtresse du pouvoir monétaire de la république. Elle s'est jetée dans l'arène politique pour contrôler et gouverner l'élection du Président. Si elle réussissait cette élection elle voudrait consolider son pouvoir en contrôlant d'autres élections. Gouverneur d'Etat, Juges de Cour, Représentants et Sénateurs au Congrès, tout lui appartiendrait. Le Sénat spécialement doit lui appartenir, car là est le pouvoir de confirmer les nominations et de juger des impeachments, et pour prendre possession du sénat, des législatures de la majorité des Etats auraient été acquies. La guerre est à présent déclarée contre Jackson; et s'il est défait, tout le reste deviendra une proie facile. Quel individu pourra se maintenir dans l'Etat contre le pouvoir de la Banque, et cette Banque enorgueillie par une victoire sur le vainqueur des vainqueurs de Bonaparte! Le gouvernement entier tomberait dans les mains de ce pouvoir monétaire. Une oligarchie serait immédiatement établie, et cette oligarchie en peu de générations deviendrait une monarchie.—Tous les gouvernements doivent avoir leur fin.—Dans le laps des tems, cette république doit périr. Mais ce tems, pensait-il, était encore lointain—et quand il viendra, que ce soit avec gloire et non avec ignominie. Rome a eu sa Pharsale et la Grèce sa Chéronée, et cette république plus illustre dans sa naissance que la Grèce et que Rome, a droit à une mort aussi glorieuse que les leurs. Elle ne doit pas périr par le poison—périr dans la corruption. Non! un champ de bataille glorieux doit être sa fin. Elle a droit à un combat—un grand combat immortel où les héros et les patriotes puissent mourir avec la liberté sans laquelle ils dédaigneraient de survivre, et consacrer de leur sang la place qui marquera la chute d'une nation.

Tel est le croquis—la fidèle description de ce puissant discours. Il a briaé la grande attaque électorale contre le message de veto. La déconvenue et la déroute des chefs alliés était visible pour tout spectateur. M. Clay devint furieux et fit une scène qui le rendit un objet de compassion, et laissa la banque et ses amis couverts d'une éclipse totale. M. Webster, nous avons entendu dire, avait à répliquer, mais il refusa, et on dit qu'il prit, la même nuit, la route de Boston, et suivit en cela l'exemple d'un illustre prototype. Aucun autre débat n'eut lieu et les confédérés égoïstes qui attendaient un assaut triomphant où le message du veto serait annulé, la banque soutenue, l'Ouest conquis, M. Clay élu, et Jackson exilé à l'Hermitage, n'aurait à conserver que le squelette, sans force de l'attaque de Webster tel qu'il est donné par le National Intelligencer ou à attendre la composition des discours après que les orateurs de la banque se seront rendus chez eux, auront repris leurs esprits et mis à contribution leur invention, et non leur mémoire, pour offrir un froid repas à ceux qui s'étaient attendus à un festin fumant.

CONDITIONS: Dix piastres par an—payables six mois d'avance. Aucun abonnement ne sera arrêté, à moins que les arriérés ne soient payés, et à moins que celui qui voudra suspendre son abonnement, n'en ait fait connaître son intention par écrit au bureau de L'ABELLE, huit jours avant l'expiration du semestre courant. Les avis se publient en anglais et en français, à raison d'une piastre par carré de chaque langue pour la première insertion et 50 cents pour les insertions subséquentes. Le carré est de DIX lignes, ou moins. Les avis dont le nombre d'insertions ne sera pas limité, seront publiés jusqu'à ce qu'on les arrête, aux frais de ceux qui les auront envoyés. On prend des abonnements à l'année, pour publier les avis, à des prix raisonnables. Aucun abonnement pour la campagne ne sera reçu à moins qu'un individu quel'un en ville chargé de payer régulièrement. Les lettres adressées à l'Editeur doivent être affranchies; dans le cas contraire, elles resteront à la poste.

HOTEL DE MADISONVILLE. Le soussigné informe respectueusement ses amis et le public en général, qu'il est maintenant préparé à recevoir commodément un nombre de personnes, soit par mois, soit semaine, par jour, ou par repas, à des prix raisonnables. Sa table sera constamment pourvue de tout ce qu'il y aura de meilleur dans l'endroit, et de tout ce qui viendra de la ville par les bateaux à vapeur. Il aura soin d'avoir à sa disposition les meilleures qualités de vins et de liqueurs. Le soussigné ne négligera ni soins ni dépenses pour satisfaire les personnes qui visiteront son établissement. Le bateau à vapeur CORSAIR, avantageusement connu, qui fait le trajet de Madisonville et Covington à la Nouvelle-Orléans, offre par sa régularité un avantage aux personnes qui veulent aller en ville ou à la campagne. 12 juillet—WILLIAM BOWMAN.

AVANT DISCOURS la société de Hill & Fischer, je prie les amis et le public qui continueront le même genre d'affaires, dans la même maison, et je profite de cette circonstance pour remercier mes amis et le public de l'encouragement que j'ai reçu d'eux, et dont je m'efforce à mériter la continuation. J'aurai constamment un assortiment général D'ETOFFES POUR L'ÉTÉ ET L'HIVER, et je remplirai avec promptitude, et dans les derniers jours de France et du Nord, les ordres qui me viendront de la campagne et de la ville. 18 Juin—60 Rob. F. HILL. TRAITES sur New-York, à vendre par 23 juillet A. QUERTIER & BOUTIN.

AVIS.—Attendu que A. Luminant s'est adressé à moi, demandant à annuler une obligation de la somme de douze mille piastres, souscrite par lui le 31ème jour de mars 1831, comme a été dit par le St. Jean Baptiste et de St. Charles, conjointement avec Godefroy Boudoussier et François Olivier Forcille, ses associés; Avis est donné par le présent à toutes les personnes qui ont pu intéresser, d'arriver à déduire, par écrit, au bureau du Secrétaire d'Etat, sous le vingt-dixième jour de la dernière publication de cet avis, les raisons pour lesquelles la dite obligation ne serait pas annulée, levée et annulée, ainsi que les hypothèques qui en résultent. Donné sous ma signature et le sceau de l'Etat, en la ville de Nouvelle-Orléans, le 31ème jour de juillet 1832, et la 87ème année de l'indépendance des Etats-Unis. Par le Gouverneur, A. B. ROMAN. 2 août—39

ECOLE GRATUITE Attachée à l'Hospice-Poysard. DES demandés ayant été faites souvent, depuis plusieurs années, aux Directeurs de l'Hospice des Orphelins, pour admettre dans cet établissement des enfants qui ne pouvaient y être reçus, parce qu'ils avaient soit leur père soit leur mère, et quelquefois l'un et l'autre, et les Directeurs voulant étendre l'utilité de cette institution, ont résolu d'y ouvrir une école gratuite pour les enfants dont les parents n'ont pas les moyens de les faire élever ailleurs. Les élèves apprendront à lire, à écrire, l'arithmétique, &c. Les parents qui désirent profiter de cette circonstance, recevront un billet d'admission, pour leur enfant, au-dessus de 5 ans. Pour avoir des informations sur les bulletins d'entrée, les règlements, &c., s'adresser à l'un quelconque des Directeurs de l'Hospice des Orphelins, 31 juillet—1m 39e.

Une société existant jusqu'à ce jour sous le nom de Hill & Fischer, est dissoute d'un commun accord, M. Hill étant chargé de la liquidation des affaires. Cette société n'avait à l'établissement son propre fonds, et elle n'avait pas de comptes avec personne, et ceux qui l'ont été ont été satisfaits par les comptes de R. Hill. R. HILL. 18 Juin—60 F. SCHULTZ. ESSENCE DE BERGAMOTTE. HUILE DE L'OSAGE. En débauchement de New York, à vendre par la Succursale de Bergamotte, 130 rue de la Source de Bergamotte, 130 oues Huis de Rouen, garantie pure, 10 liv. Vanille, Lib. qualité. CONGÈ & PEYCHAUD. 30 de Chartres.